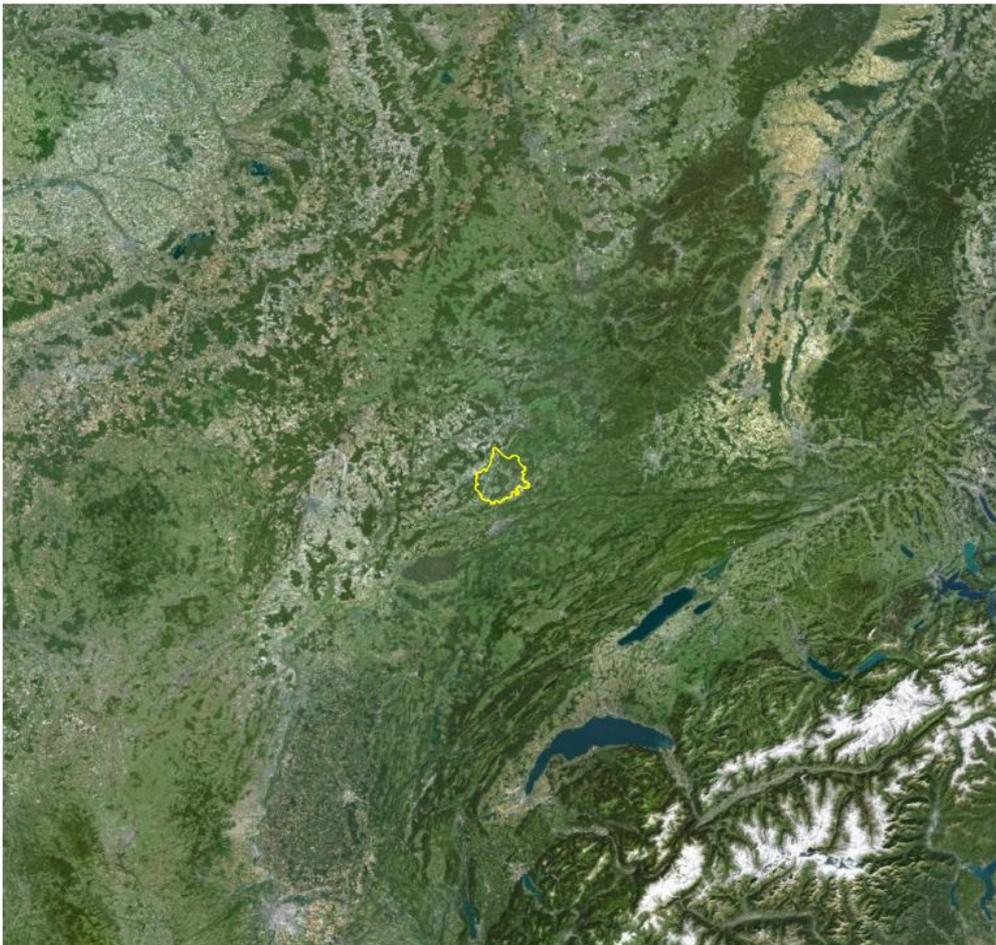


Rapport local de suivi de l'artificialisation des sols

Diagnostic de CC du Pays Riolais

Créé le 27/05/2024 à 11:43:45



Objet du rapport local de suivi de l'artificialisation des sols



Sur la décennie 2011-2021, 24 000 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers ont été consommés chaque année en moyenne en France, soit près de 5 terrains de football par heure. Les conséquences sont écologiques mais aussi socio-économiques.

La France s'est donc fixée, dans le cadre de [la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021](#) dite « Climat et résilience » complétée par [la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023](#), l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur 2021-2031 par rapport à la décennie précédente.

Cette trajectoire progressive est à décliner territorialement dans les documents de planification et d'urbanisme.

Cette trajectoire est mesurée, pour la période 2021-2031, en consommation d'espaces NAF (naturels, agricoles et forestiers), définie comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné » ([article 194, III, 5° de la loi Climat et résilience](#)). Le bilan de consommation d'espaces NAF s'effectue à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

A partir de 2031, cette trajectoire est également mesurée en artificialisation nette des sols, définie comme « le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés » ([article L.101-2-1 du code de l'urbanisme](#)). L'artificialisation nette des sols se calcule à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

Qui doit établir ce rapport ?

Les communes ou les EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) dotés d'un document d'urbanisme, établissent au minimum tous les 3 ans un rapport sur le rythme de l'artificialisation des sols et le respect des objectifs de sobriété foncière déclinés au niveau local ([art. L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales](#)).

Pour les territoires soumis au règlement national d'urbanisme (RNU), il revient aux **services déconcentrés de l'Etat (DDT)** de réaliser ce rapport.



Le premier rapport doit être réalisé 3 ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit en 2024.

L'enjeu est de mesurer et de **communiquer** régulièrement au sujet du rythme de l'artificialisation des sols, afin **d'anticiper et de suivre** la trajectoire et sa réduction. Ce rapport doit être présenté à l'organe délibérant, faire l'objet d'un **débat** et d'une **délibération** du conseil municipal ou communautaire, et de mesures de **publicité**. Le rapport est **transmis** dans un délai de quinze jours suivant sa publication aux préfets de région et de département, au président du conseil régional, au président de l'EPCI dont la commune est membre ou aux maires des communes membres de l'EPCI compétent ainsi qu'aux observatoires locaux de l'habitat et du foncier.

Que doit contenir ce rapport ?

Le contenu minimal obligatoire est détaillé à [l'article R. 2231-1 du code général des collectivités territoriales](#) :

- « **1° La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, exprimée en nombre d'hectares**, le cas échéant en la différenciant entre ces types d'espaces, et en pourcentage au regard de la superficie du territoire couvert. Sur le même territoire, le rapport peut préciser également la transformation effective d'espaces urbanisés ou construits en espaces naturels, agricoles et forestiers du fait d'une renaturation ;
- **2° Le solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées**, telles que définies dans la nomenclature annexée à l'[article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#) ;
- **3° Les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables**, au sens des 1° et 2° de la nomenclature annexée à l'[article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#) ;
- **4° L'évaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols fixés dans les documents de planification et d'urbanisme**. Les documents de planification sont ceux énumérés au [III de l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#).

Le rapport (...) **explique les raisons des évolutions observées sur tout ou partie du territoire qu'il couvre, notamment l'impact des décisions prises en matière d'aménagement et d'urbanisme ou des actions de renaturation réalisées.** »



Avant 2031, il n'est pas obligatoire de renseigner les indicateurs 2°, 3° et 4° tant que les documents d'urbanisme n'ont pas intégré cet objectif.

A noter que c'est le rapport qui est triennal, et non la période à couvrir par le rapport :

- Il faut que **le rapport soit produit a minima tous les 3 ans**. Il est donc possible pour une collectivité qui le souhaite, de produire un rapport, par exemple tous les ans ou tous les 2 ans.
- La période à couvrir n'est pas précisée dans les textes. Étant donné que l'État met à disposition les données des fichiers fonciers depuis le 1er janvier 2011 (= début de la période de référence de la loi CR), il est **recommandé de présenter la chronique des données du 1er janvier 2011 et jusqu'au dernier millésime disponible**, pour apprécier la trajectoire du territoire concerné avec le recul nécessaire (les variations annuelles étant toujours à prendre avec prudence).

Quelles sont les sources d'informations disponibles pour ce rapport ?

Les données produites par l'[observatoire national de l'artificialisation](#) sont disponibles gratuitement.

Mon Diagnostic Artificialisation vous propose une première trame de ce rapport local, en s'appuyant sur les données de l'observatoire nationale disponibles à date, soit :

- **concernant la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, les données issues des fichiers fonciers produits annuellement par le Cerema ;**
- **concernant l'artificialisation nette des sols, les données issues de l'occupation des sols à grande échelle (OCS GE) en cours de production par l'IGN, qui seront disponibles sur l'ensemble du territoire national d'ici fin 2025.**



Il n'est, bien évidemment, pas demandé d'inventer des données non encore disponibles : pour le premier rapport triennal à produire d'ici août 2024 il sera possible d'utiliser les fichiers fonciers au 1er janvier 2023, couvrant la consommation d'ENAF au titre de l'année 2022. La consommation d'ENAF au titre de l'année 2023 n'étant pas disponible à ce jour.

Il est également possible d'utiliser les données locales, notamment celles des observatoires de l'habitat et du foncier ([art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation](#)) et de s'appuyer sur les analyses réalisées dans le cadre de l'évaluation du schéma de cohérence territoriale (ScoT – [art. L. 143-28 du code de l'urbanisme](#)) et de celle du plan local d'urbanisme (art. L. 153-27 du code de l'urbanisme).

Ces données locales doivent être conformes aux définitions légales de la consommation d'espaces (et le cas échéant de l'artificialisation nette des sols), homogènes et cohérentes sur la décennie de référence de la loi (1er janvier 2011-1er janvier 2021) et sur la décennie en cours (1er janvier 2021-1er janvier 2031).

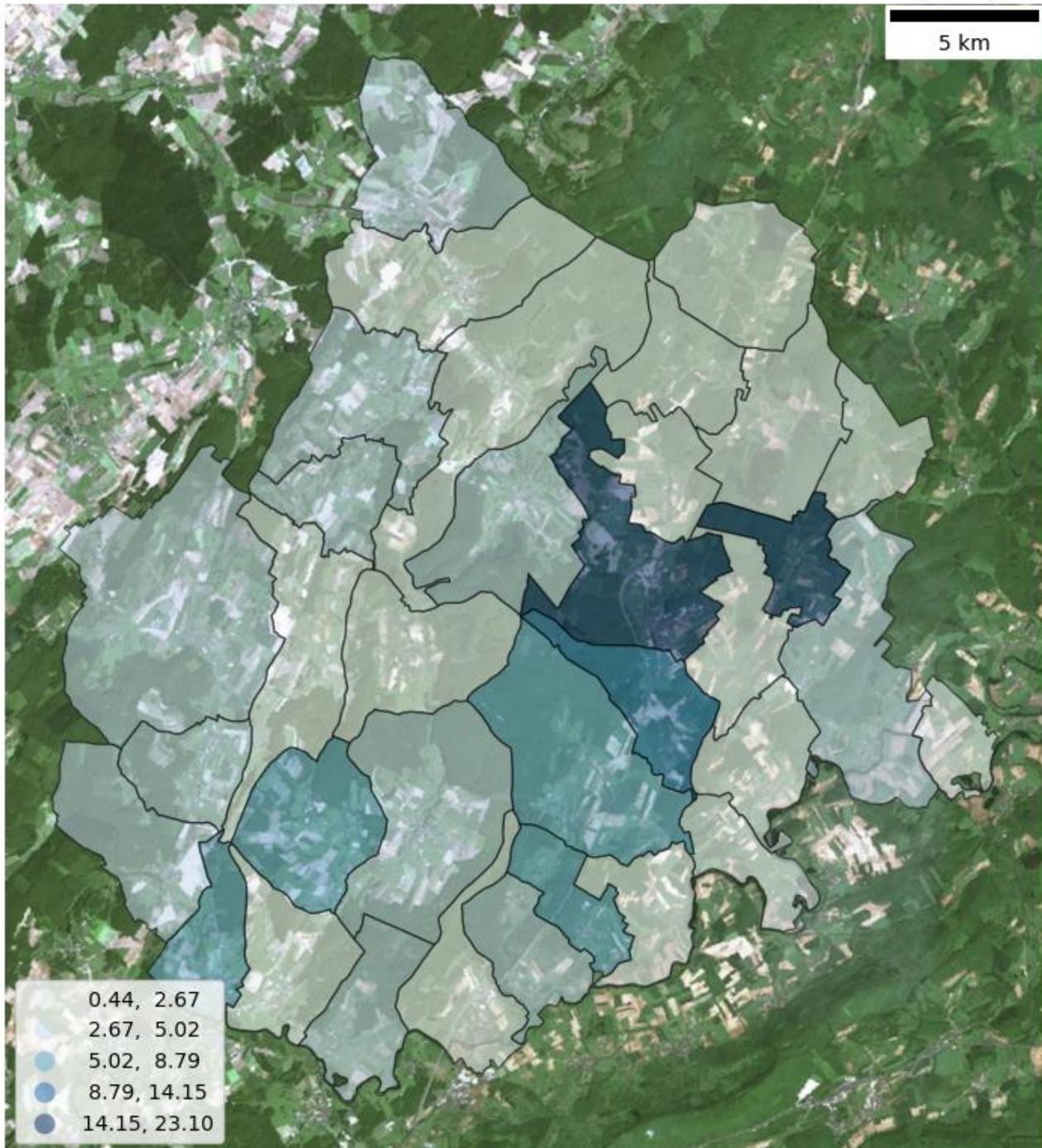
1° La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Indicateurs obligatoires

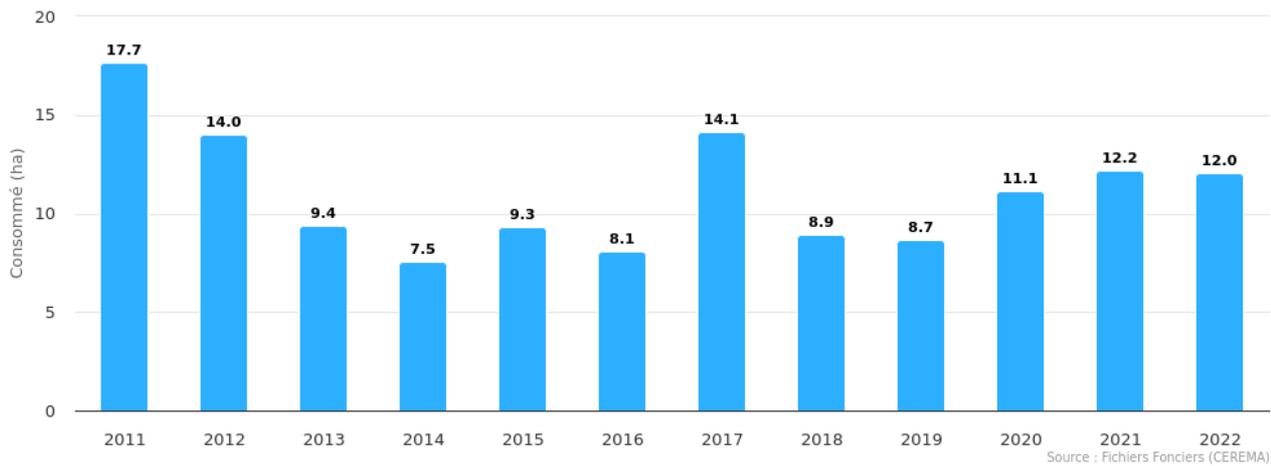
Données

La consommation d'espaces entre 2011 et 2022 représente pour CC du Pays Riolais une surface de 132.99 hectares.

Consommation d'espaces des communes du territoire sur la période (en Ha)



Consommation d'espace à CC du Pays Riolais entre 2011 et 2022 (en ha)

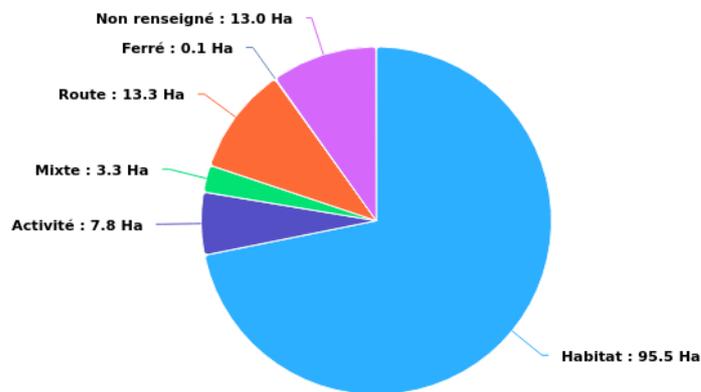


CCPR	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Consommation (en ha)	17.7	14.0	9.4	7.5	9.3	8.1	14.1	8.9	8.7	11.1	12.2	12.0	133.0

Raisons des évolutions observées

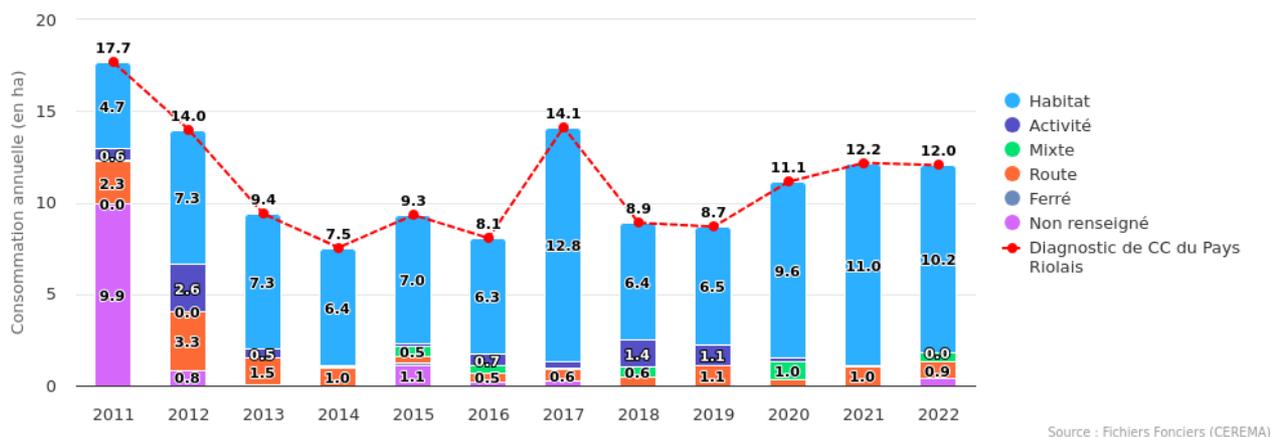
Les déterminants de la consommation d'espaces NAF constituent les usages pour lesquels le territoire a consommé : pour de l'habitat, de l'activité, des infrastructures routières, des infrastructures ferroviaires, ou pour des usages mixtes ou non renseignés.

Déterminants de la consommation d'espace de CC du Pays Riolais entre 2011 et 2022 (en ha)



Source : Fichiers Fonciers (CEREMA)

Consommation annuelle d'espace par déterminant de CC du Pays Riolois entre 2011 et 2022 (en ha)



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Habitat	4.7	7.3	7.3	6.4	7.0	6.3	12.8	6.4	6.5	9.6	11.0	10.2	95.5
Activité	0.6	2.6	0.5	0.1	0.1	0.7	0.4	1.4	1.1	0.2	0.1	0.0	7.8
Mixte	0.1	0.0	0.0	0.1	0.5	0.4	0.1	0.6	0.0	1.0	0.0	0.5	3.3
Route	2.3	3.3	1.5	1.0	0.4	0.5	0.6	0.5	1.1	0.3	1.0	0.9	13.3
Ferré	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Non renseigné	9.9	0.8	0.1	0.0	1.1	0.2	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4	13.0
Total	17.7	14.0	9.4	7.5	9.3	8.1	14.1	8.9	8.7	11.1	12.2	12.0	133.0

Le rythme de consommation d'espaces diminue :

- 214 hectares ont été artificialisés sur une période de 10 ans entre 2002 et 2012 (dont 62 hectares pour la LGV)
- **101 hectares** ont été consommés sur une période de 10 ans entre 2012 et 2022.

Indicateurs optionnels

Différenciation de la consommation par types d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Renaturation (transformation d'un espace urbanisé en un espace naturel, agricole, ou forestier)

Autres indicateurs optionnels

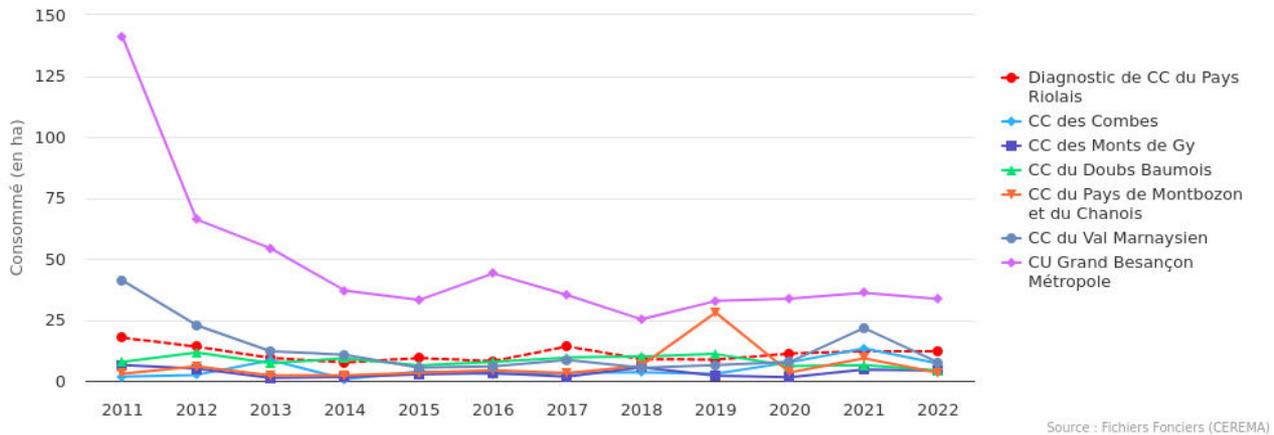
Pour les intercommunalités: détail de la consommation annuelle par commune (en ha)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Aulx-lès-Cromary	0.1	0.0	0.1	0.2	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.8
Bonnevent-Velloreille	0.0	0.3	0.9	0.4	0.1	1.1	0.0	0.2	0.0	0.5	0.0	0.3	3.9
Boulot	0.1	0.0	0.1	0.2	0.1	0.1	1.1	0.0	0.2	0.4	0.2	0.0	2.4
Boult	0.1	0.0	0.0	0.1	2.1	0.0	0.2	0.0	0.2	0.4	0.0	1.9	5.0
Bussières	0.5	0.0	1.7	0.1	0.1	0.0	0.2	0.1	0.4	0.7	0.2	0.0	4.0
Buthiers	0.1	1.2	0.0	0.0	0.0	0.0	2.4	0.0	0.3	0.1	0.0	0.0	4.0
Chambornay-lès-Bellevaux	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.4
Chaux-la-Lotière	1.1	0.0	0.4	0.0	0.2	0.2	2.5	0.6	0.9	0.4	0.7	1.8	8.8
Cirey	0.2	0.9	0.1	0.2	0.0	0.0	0.4	0.4	0.2	0.6	1.1	0.0	4.1
Cordonnet	0.3	0.3	0.0	0.0	0.0	0.2	0.1	0.3	0.0	0.0	1.3	0.0	2.5
Cromary	0.0	0.1	0.0	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.5	0.0	1.1
Étuz	0.1	0.1	0.4	0.6	1.3	0.6	0.7	1.4	0.0	0.1	0.0	0.2	5.6
Fondremand	0.0	0.0	0.3	0.5	0.3	0.1	0.1	0.2	0.0	0.8	0.2	0.1	2.6
Grandvelle-et-le-Perrenot	0.2	0.2	0.4	0.5	0.0	0.2	0.3	0.4	0.5	0.2	0.7	0.6	4.1
Hyet	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.3	0.0	0.0	0.2	0.0	0.2	0.8
La Malachère	0.1	0.3	0.0	0.2	0.1	0.0	0.2	0.3	0.2	0.0	0.0	0.2	1.6
Maizières	0.0	0.0	1.2	0.2	0.0	0.1	0.3	0.1	0.0	0.0	0.3	0.0	2.1
Montarlot-lès-Rioz	0.0	0.3	0.3	0.4	0.1	0.2	0.1	0.2	0.5	0.3	0.0	0.0	2.3
Montboillon	0.5	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6	0.1	0.4	1.5	0.2	3.7
Neuve-lès-Cromary	7.2	0.6	1.9	0.2	0.2	0.1	0.0	0.5	0.3	0.3	2.5	0.3	14.1
Oiselay-et-Grachaux	0.5	1.5	0.0	0.2	0.0	0.1	0.1	0.2	0.0	0.2	0.0	0.9	3.8
Pennesières	0.0	0.0	0.0	0.4	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.7
Perrouse	2.0	0.7	0.0	0.8	0.5	0.9	0.5	0.2	0.1	0.0	0.1	0.0	5.7
Quenoche	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1	0.5	1.1
Recologne-lès-Rioz	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.2	0.2	0.0	1.3	0.7	0.4	0.5	3.6
Rioz	3.6	3.7	0.4	1.1	2.1	2.2	2.2	1.9	1.1	2.9	0.3	1.7	23.1
Ruhans	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.7	0.0	0.2	0.0	0.1	1.1	2.2
Sorans-lès-Breurey	0.2	2.7	0.1	0.5	1.4	0.4	0.5	0.0	0.2	0.0	0.3	0.0	6.4
Traitiéfontaine	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.4	0.3	0.0	1.1
Trésilley	0.3	0.0	0.1	0.2	0.4	0.2	0.2	1.0	1.0	0.4	0.3	0.2	4.2
Vandelans	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.9
Villers-Bouton	0.2	0.2	0.3	0.0	0.0	0.2	0.0	0.3	0.8	0.3	0.9	0.4	3.5
Voray-sur-l'Ognon	0.2	0.2	0.3	0.1	0.0	0.0	0.2	0.1	0.1	1.0	0.0	0.5	2.7
Total	17.7	14.0	9.4	7.5	9.3	8.1	14.1	8.9	8.7	11.1	12.2	12.0	133.0

Consommation annuelle des territoires voisins

Par défaut, Mon Diagnostic Artificialisation vous permet de comparer votre territoire avec les territoires voisins de même niveau administratif, à l'exception des territoires insulaires (notamment les DOM-COM) pour lesquels une comparaison avec d'autres territoires similaires est proposée.

Comparaison de la consommation annuelle d'espace entre CC du Pays Riolais et les territoires similaires entre 2011 et 2022 (en ha)

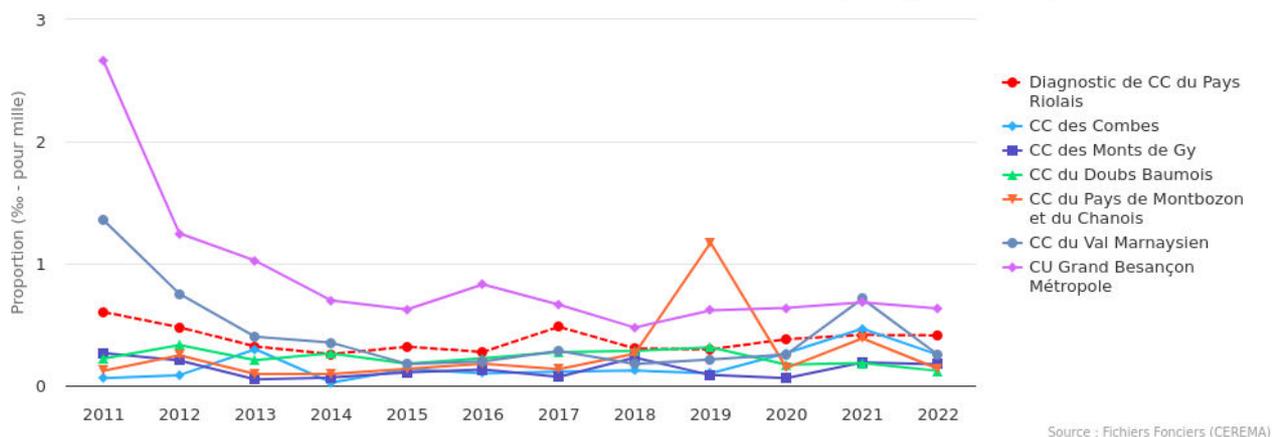


	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
CC des Combes	1.7	2.4	8.5	0.7	3.8	2.9	3.2	3.5	2.8	7.6	13.3	7.1	57.6
CC des Monts de Gy	6.4	5.0	1.2	1.6	2.6	3.2	1.7	5.5	2.1	1.5	4.6	4.2	39.5
CC du Doubs Baumois	7.7	11.6	7.3	9.2	6.3	7.8	9.5	9.9	11.0	6.0	6.4	4.2	97.0
CCPMC	2.9	5.9	2.2	2.3	3.3	4.3	3.2	6.2	28.0	3.4	9.2	3.3	74.2
CC du Val Marnaysien	41.1	22.8	12.1	10.7	5.4	6.0	8.6	5.4	6.5	7.7	21.6	7.6	155.4
CU GBM	141.0	66.2	54.3	37.0	33.1	44.0	35.2	25.2	32.7	33.7	36.1	33.5	572.0
Total	200.9	113.9	85.6	61.4	54.4	68.1	61.4	55.8	83.0	59.9	91.3	59.9	995.7

Consommation relative à la surface

Cet indicateur permet de mesurer l'intensité de la consommation, par rapport à la superficie totale du territoire, et de se comparer avec les territoires voisins.

Comparaison de la consommation proportionnelle d'espace de CC du Pays Riolais et les territoires similaires entre 2011 et 2022 (‰ - pour mille)



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
CC des Combes	0.1	0.1	0.3	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	0.5	0.3	2.0
CC des Monts de Gy	0.3	0.2	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.2	0.2	1.6
CC du Doubs Baumois	0.2	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.1	2.8
CC du Pays de Montbozon et du Chanois	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.3	1.2	0.1	0.4	0.1	3.1
CC du Val Marnaysien	1.4	0.8	0.4	0.4	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.3	0.7	0.3	5.1
CU Grand Besançon Métropole	2.7	1.2	1.0	0.7	0.6	0.8	0.7	0.5	0.6	0.6	0.7	0.6	10.8
Total	4.7	2.9	2.1	1.5	1.4	1.7	1.5	1.5	2.5	1.5	2.6	1.6	25.4

Consommation relative aux évolutions démographiques

Bientôt disponible France Métropolitaine, Corse et DROM (sauf Mayotte).

Consommation relative à l'évolution des ménages

Bientôt disponible France Métropolitaine, Corse et DROM (sauf Mayotte).

2° Le solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées

Il s'agit ici du bilan de l'artificialisation nette des sols tel que prévu par la loi, à **partir de 2031**, à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

Ce bilan est calculé comme la différence entre les surfaces nouvellement artificialisées entre deux dates, et les surfaces nouvellement désartificialisées sur la même période.

L'annexe de l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme définit la nomenclature des surfaces artificialisées et non-artificialisées :

Catégories de surfaces		Seuil de référence (**)
Surfaces artificialisées	1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations).	Supérieur ou égal à 50 m2 d'emprise au sol
	2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles).	
	3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux, ou dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux).	
	4° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée (**).	
	5° Surfaces entrant dans les catégories 1° à 4°, qui sont en chantier ou en état d'abandon.	
Surfaces non artificialisées	6° Surfaces naturelles dont les sols sont soit nus (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couverts en permanence d'eau, de neige ou de glace.	Supérieur ou égal à 2 500 m2 d'emprise au sol ou de terrain
	7° Surfaces à usage de cultures dont les sols sont soit arables ou végétalisés (agriculture), y compris si ces surfaces sont en friche, soit recouverts d'eau (pêche, aquaculture, saliculture).	
	8° Surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage sylvicole.	
	9° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui constituent un habitat naturel.	
	10° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes.	

(*) Les infrastructures linéaires sont qualifiées à partir d'une largeur minimale de cinq mètres.

(**) Une surface végétalisée est qualifiée d'herbacée dès lors que moins de vingt-cinq pour cent du couvert végétal est arboré.

Bientôt disponible pour les départements couverts par l'OCS GE

3° Les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables

Il s'agit ici d'indiquer, à partir de 2031, à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme, les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables entre deux dates.

Les surfaces dont les sols sont imperméables, correspondent aux catégories 1° et 2° de la nomenclature des surfaces artificialisées et non-artificialisées annexée à l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme, c'est-à-dire :

- « 1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations) »
- « 2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles) ».

Bientôt disponible pour les départements couverts par l'OCS GE

4° Evaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols fixés dans les documents de planification et d'urbanisme

Il s'agit ici d'indiquer, à partir de 2031, à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme, les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables entre deux dates.

Bilan foncier global et bilan des efforts de réduction de la consommation d'ENAF dans le PLUi approuvé le 26/06/2023
Sur l'ensemble du foncier du PLUi, les efforts de réduction du potentiel constructible repéré dans le zonage ont permis de passer d'un bilan foncier projetant une augmentation de +38% par rapport à la période passée (PLUi arrêté en janvier 2020) à un bilan affichant une réduction de -5,7% de la consommation des ENAF (voire de -14,4% en excluant du bilan l'emprise du collège de Boulton).

Bilan de la consommation d'espace projetée dans le PLUi :

	Consommation d'espace projetée 2022-2037 (15 ans)						
	Foncier repéré en densification		Foncier en extension - ENAF		TOTAL		Réduction de la consommation d'espaces NAF
Habitat	54,7 ha	3,6 ha/an	89,0 ha	5,9 ha/an	143,7 ha	9,6 ha/an	-14,4%
Activités	13,1 ha	0,9 ha/an	14,2 ha	0,9 ha/an	27,3 ha	1,8 ha/an	-1,4%
Equipements	0 ha	0 ha/an	16,8 ha	1,1 ha/an	16,8 ha	1,1 ha/an	+86,7%
TOTAL	68,4 ha	4,6 ha/an	120,3 ha	8,0 ha/an	187,8 ha	12,5 ha/an	-5,7%

Le PLUi de la CCPR approuvé le 26 juin 2023 ne fait que tendre vers les objectifs de la Loi Climat Résilience sans les atteindre, ces derniers ne s'appliquaient pas immédiatement. Le PLUi et notamment les objectifs fonciers qu'il prévoit, induira une mise en compatibilité du PLUi dans les années à venir.

Ce rapport a été réalisé par Mon Diagnostic Artificialisation, en partenariat avec la DGALN.



**MonDiagnostic
Artificialisation**



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Avec les données de :



Cerema
CLIMAT & TERRITOIRES DE DEMAIN



IGN
INSTITUT NATIONAL
DE L'INFORMATION
GÉOGRAPHIQUE
ET FORESTIÈRE



Insee
Mesurer pour comprendre

Retrouvez votre diagnostic sur Mon Diagnostic Artificialisation: <https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/56736/>

